



7. Boulevard Driss Slaoui  
Casablanca

**COOPERS AUDIT**

83. Avenue Hassan II  
20 100 Casablanca  
Maroc

# **AL BARID BANK S.A**

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER 31 DECEMBRE 2022**

Aux Actionnaires de  
**AL BARID BANK S.A**  
Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022**

**Audit des états de synthèse**

**Opinion**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints d'AL BARID BANK S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2022, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'état des informations complémentaire (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 3 719 543, dont un bénéfice net de KMAD 7 975.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine d'AL BARID BANK S.A au 31 décembre 2022 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Risque identifié	Notre réponse
<p data-bbox="181 573 906 607"><b><i>Evaluation du risque de crédit sur les crédits à la clientèle</i></b></p> <p data-bbox="181 656 943 790">Les crédits à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose AL BARID BANK à une perte potentielle si les clients s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. La banque constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p data-bbox="181 831 943 1025">Ces provisions sont déterminées et comptabilisées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC), des dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions et des règles de Bank Al Maghrib relatives au provisionnement des créances sensibles.</p> <p data-bbox="181 1066 943 1133">L'évaluation des provisions en couverture des créances requiert de :</p> <ul data-bbox="197 1137 943 1272" style="list-style-type: none"><li>- Classer les encours de créances en créances saines et créances en souffrance ;</li><li>- Evaluer le montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances.</li></ul> <p data-bbox="181 1312 943 1447">Les informations concernant les règles de classification et de provisionnement des créances sont présentées dans l'état « Note de présentation des règles et principes comptables » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).</p> <p data-bbox="181 1487 943 1682">Au 31 décembre 2022, l'encours total des créances à la clientèle s'élève à 9 544 MMAD (montant net). Les encours de crédits déclassés dans la catégorie des créances en souffrance s'élèvent à MMAD 362 (nettes d'agios réservés). Les provisions constituées en couverture des risques rattachées à ces créances s'élèvent à MMAD 216.</p> <p data-bbox="181 1760 943 1895">Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations et provisions constituaient un point clé de l'audit, compte tenu du fait que ces éléments font appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p data-bbox="963 656 1453 819">Nous avons évalué le dispositif de contrôle interne d'AL BARID BANK et testé les contrôles clés relatifs à la classification des créances et à l'évaluation des provisions y afférentes.</p> <p data-bbox="963 860 1453 994">Sur les aspects de classification et de provisionnement des créances, nos travaux d'audit ont notamment consisté à :</p> <ul data-bbox="979 999 1453 1435" style="list-style-type: none"><li>- Etudier la conformité des principes appliqués par la banque au PCEC et notamment aux dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib ;</li><li>- Tester le calcul des provisions sur une sélection d'encours de créances en souffrance ;</li><li>- Effectué un rapprochement entre la situation des engagements en souffrance et les provisions y afférentes avec les données comptables.</li></ul>

### **Evaluation du risque de marché**

Dans le cadre de ses activités de marché, la banque détient des instruments financiers à des fins de transaction, de placement et d'investissement.

Ces instruments sont comptabilisés et évalués conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit :

- Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.
- Les titres de placement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A la date d'arrêté, ils sont évalués par référence au prix de marché. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.
- Pour ce qui est des titres d'investissement :
  - o A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés frais inclus, coupon couru inclus. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.
  - o A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelle que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Pour calculer la valeur de marché des instruments financiers, la banque utilise des techniques ou des modèles internes de valorisation en fonction de la nature et de la complexité de l'instrument. En raison du recours au jugement dans la détermination de cette valeur de marché et de la multiplicité des modèles utilisés, nous estimons que l'évaluation des instruments financiers constitue un point clé de l'audit.

Notre approche d'audit s'appuie sur les processus de contrôle interne clés associés à la valorisation des instruments financiers. Celle-ci s'appuie essentiellement sur les principales étapes suivantes :

- Examen du dispositif de gouvernance mis en place par la direction pour faire face au risque de marché, et notamment en matière de valorisation des titres ;
- Prise de connaissance du dispositif d'autorisation et de validation des nouveaux produits et de leurs modèles de valorisation ;
- Sur la base d'échantillons de tests, examen des formules de valorisation de certaines catégories d'instruments ;
- Analyse de certains paramètres de marché utilisés pour alimenter les modèles de valorisation ;
- La réalisation de contre-valorisations indépendantes en utilisant nos propres modèles.
- Examen des informations relatives à la valorisation des instruments financiers publiées en annexe.

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la banque.

### **Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états de synthèse**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la banque ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la banque à cesser son exploitation ;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

### Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Casablanca, le 2 mai 2023

### Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

  
Faïçal MEKOUAR  
Associé Réseau Grant Thornton  
International  
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca  
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70

COOPERS AUDIT MAROC S.A

  
COOPERS AUDIT MAROC  
Siège Social: 83 Avenue Hassan II  
Casablanca  
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34  
Abdellah LAGHCHAoui  
Associé